

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1923.

Projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à des Budgets des exercices 1922 et 1923 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES, DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES (2), PAR M. HOUTART.

MESSIEURS,

Votre Commission des Finances a examiné le projet de loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires à des Budgets des exercices 1922 et 1923.

Les régularisations ne sont que des opérations de comptabilité qui s'effectuent dans le cadre des allocations budgétaires.

Quant aux crédits supplémentaires, les uns sont rattachés aux Budgets de 1922, les autres à ceux de 1923.

Les premiers ont pour objet, en majeure partie, d'autoriser des dépenses qui n'ont pu grever leur exercice d'origine pour divers motifs dont le détail est fourni dans les développements du projet. Il faut entendre par exercice d'origine les exercices 1919, 1920, 1921 et même des exercices antérieurs à 1919.

Le montant total des crédits supplémentaires à rattacher au Budget de 1922 est constitué des chiffres suivants :

<i>Dépenses ordinaires</i>	fr.	134,249,182	79
<i>Dépenses extraordinaires</i>		17,704,482	84
<i>Dépenses recouvrables</i>		90,439,710	10
<i>Chemins de fer, etc. :</i>			
A. — Dépenses d'exploitations		48,639,152	44
B. — Dépenses extraordinaires		32,772,545	39
<i>Ravitaillement</i>		790,000	»
TOTAL GÉNÉRAL.	fr.	324,595,073	56

(1). Projets de loi, n° 381.

(2) Composition de la Commission : MM. MECHELYNCK, président, HOUTART, HALLET, vice-présidents, CARLIER, DAVID, secrétaires, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DE LIEDEKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

Les postes les plus importants qui entrent dans la composition de ce total sont les suivants :

Dépenses ordinaires :

Fr. 113,976,613 96 (achat fait en 1919 pour l'habillement des troupes).

Dépenses extraordinaires :

Fr. 10,000,000 » (remboursement aux coopératives intercommunales d'alimentation).

Dépenses recouvrables :

Fr. 30,000.000 » (intervention de l'État dans les déficits des organismes d'alimentation).

7,289,321 10 (remboursement des sommes versées pour l'alimentation de la population).

6,360,862 58 (indemnités à payer par le dépôt des invalides de guerre).

43,357,042 81 (chemins de fer, traction et matériel).

Dépenses d'exploitation des régies :

A. — Dépenses d'exploitation :

Fr. 8,525,000 » (outils, ustensiles et objets divers).

4,682,851 21 (traitements).

3,947,080 81 (frais d'exploitation).

3,725,797 17 (secours exceptionnels).

B. — Dépenses extraordinaires :

Fr. 5,779,950 22 (vie chère).

25,440,000 » (administration des télégraphes et téléphones).

On remarquera que l'exercice 1922 ne figure, pour des sommes importantes, que dans deux compartiments du tableau des crédits supplémentaires, la plus grande partie de ces crédits ayant leur origine dans des exercices antérieurs. A l'exercice 1922 se rapportent :

Dépenses ordinaires fr. 9,646,604 88

Dépenses d'exploitation :

Chemins de fer, Marine, etc. fr. 20,708,933 50

La première de ces sommes comprend un poste de 3,234,500 francs, en tête

de la Dette publique, récupérable à charge de la Régie des Chemins de fer. Le surplus représente une part d'imprévu que l'on doit tenir pour inévitable dans les évaluations budgétaires. Marquons donc un progrès quant au respect des limites fixées par les Budgets. Comme le déclare l'Exposé des motifs du présent projet, il doit rester entendu que, si des dépenses ont été contractées contrairement aux lois et règlements, les agents responsables auront à s'en expliquer devant la Cour des Comptes, et l'on appliquera les sanctions édictées par la loi du 20 juillet 1921 sur la comptabilité des dépenses engagées.

Les crédits supplémentaires demandés pour l'exploitation des chemins de fer, marine, etc., en 1922, ont pour objets principaux les primes, salaires, secours aux ouvriers et charges financières.

L'Exposé des motifs fait espérer que, en ce qui concerne le Budget des dépenses ordinaires, les crédits supplémentaires demandés seront compensés, à concurrence de 94,353,000 francs, par des disponibilités sur les crédits de 1922.

*
* *

Les crédits supplémentaires qui se rattachent à l'exercice 1923, offrent un caractère différent. Dans son Exposé général du Budget, M. le Ministre des Finances exprimait l'intention d'assurer le contrôle parlementaire et la stricte application des prescriptions légales en invitant les Chambres à se prononcer préalablement sur toute majoration de crédit qui paraîtrait nécessaire au cours même de l'exercice. Il s'agit de mettre en pratique cette résolution.

Les augmentations sollicitées s'élèvent, pour les dépenses ordinaires, à fr. 26,613,575.17. Signalons les plus importantes.

Pour chaque Ministère, les frais de représentation sont majorés de 6,000 francs (pour huit mois), par suite de la décision prise en Conseil des Ministres de dégrèver le Budget des frais des automobiles ministérielles, mais en majorant de 9,000 francs annuellement les frais de représentation des Ministres.

Indemnités aux agents du service extérieur en raison des faits de guerre (pertes de change, etc.) : 3,000,000 de francs. Conséquence de la hausse de certaines monnaies étrangères.

Subsides aux communes et aux wateringues pour l'entretien et l'amélioration de la voirie communale : 2,000,000 de francs. Il s'agit de permettre une prompt liquidation des subsides promis au cours des exercices précédents.

Habillement des troupes : 21,000,000 de francs. Nécessité de compléter les réserves d'approvisionnement, qui ont été réduites.

Pour les dépenses extraordinaires, les crédits supplémentaires demandés s'élèvent à 20,320,236 francs, partie pour des constructions scolaires, partie pour le matériel d'instruction des troupes.

Pour les dépenses recouvrables : fr. 23,903,276.91. L'examen des deux postes principaux de ces crédits montre que, en réalité, il n'en résultera pas de surcharge pour le Budget.

Pour les dépenses d'exploitation des Chemins de fer, Marine, Postes, Télé-

graphes et Téléphones : 98,108,800 francs. Ce dernier chiffre est inquiétant ; il comprend les crédits supplémentaires ci-dessous :

- 2,000,000 de francs pour billes, rails et autre matériel fixe tenant à la voie ;
- 3,000,000 de francs pour outils, ustensiles et objets divers ;
- 72,000,000 de francs pour combustibles et autres objets de consommation ;
- 17,000,000 de francs pour entretien, réparation et renouvellement du matériel ;
- 4,000,000 de francs pour frais d'exploitation.

Toutes ces majorations sont dues à la hausse générale des prix ; elles bouleversent les prévisions budgétaires quant au résultat financier de l'exploitation.

Votre Commission des Finances, Messieurs, n'a pas soulevé d'objections aux crédits supplémentaires contenus dans le projet de loi qui vous est soumis. Ces crédits, en tant qu'ils se rapportent aux exercices 1919, 1920 et 1921, rappellent la période troublée dont nous sortons à peine, pour les exercices 1922 et 1923, ils reflètent, par la modicité relative des chiffres, l'amélioration de nos pratiques financières, mais ne laissent pas de manifester l'instabilité qui subsiste encore dans les conditions économiques.

Le Rapporteur,
MAURICE HOUTART.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

47

(N^o 419)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 JULI 1923.

**Wetsontwerp houdende machtiging tot regeling en verleening van bijcredieten
op begrotingen van de dienstjaren 1922 en 1923 ⁽¹⁾.**

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HOUTART.

MIJNE HEEREN,

Uwe Commissie voor de Financiën heeft het wetsontwerp onderzocht houdende machtiging tot regeling en verleening van bijcredieten op Begrotingen van de dienstjaren 1922 en 1923.

De regelingen zijn nog slechts comptabiliteitsverrichtingen welke binnen het bestek der Begrootingscredieten gedaan worden.

Wat de bijcredieten betreft, behoorren de eene tot de Begrotingen van 1922, de andere tot die van 1923.

De eerste hebben, grootendeels, ten doel uitgaven te bewilligen welke hun oorspronkelijk dienstjaar niet konden bezwaren, om verscheidene redenen welke in de Toelichting van het ontwerp omstandig worden verklaard. Door oorspronkelijk dienstjaar moet worden verstaan de dienstjaren 1919, 1920, 1921 en zelfs dienstjaren vóór 1919.

Het geheel beloop der bijcredieten behorende bij de Begrooting van 1922 omvat de volgende bedragen :

<i>Gewone uitgaven</i>	fr.	134,249,182 79
<i>Buitengewone uitgaven</i>		17,704,482 84
<i>Verhaalbare uitgaven</i>		90,439,710 10
<i>Spoorwegen, enz. :</i>		
A. — Exploitatieuitgaven		48,639,152 44
B. — Buitengewone uitgaven		32,772,545 39
<i>Bevoorrading</i>		790,000 »
ALGEMEEN TOTAAL.		fr. 324,595,073 56

⁽¹⁾ Wetsontwerp, n^o 381.

⁽²⁾ Samenstelling van de Commissie : de heeren MECHÉLYNCK, voorzitter, HALLET, HOUTART, ondervoorzitters, CARLIER, DAVID, secretarissen, BOLOGNE, COUSOT, DE BRUYNE (Aug.), DE LIEDERKERKE, DONNAY, OZERAY, PUSSEMIER, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

De voornaamste posten, die tot dit totaal behooren, zijn de volgende :

Gewone uitgaven :

Fr. 113,976,613 96 (aankoop gedaan in 1919 voor de kleeding der troepen).

Buitengewone uitgaven :

Fr. 10,000,000 » (terugbetaling aan de intercommunale coöperatieven voor voeding).

Verhaalbare uitgaven :

Fr. 30,000,000 » (bijdragen van den Staat in het tekort van de inrichtingen voor voeding).

7,289,321 10 (terugbetaling van de sommen gestort voor de voeding der bevolking).

6,360,862 58 (vergoeding te betalen door het depot der oorlogsinvaliden).

43,357,042 81 (spoorwegen, trekdienst en materieel).

Uitgaven wegens de exploitatie der Staatsbedrijven :

A. — Exploitatieuitgaven :

Fr. 8,525,000 » (werktuigen, toestellen en allerlei voorwerpen).

4,682,851 21 (jaarwedden).

3,947,080 81 (exploitatiekosten).

3,725,797 17 (uitzonderlijke hulpelden).

B. — Buitengewone uitgaven :

Fr. 5,779,950 22 (duurtetoeslag).

25,440,000 » (beheer van telegraaf en telefoon).

Men zal bemerken dat het dienstjaar 1922, voor groote sommen, slechts voorkomt in twee afdeelingen van de tabel der aanvullingscredieten, daar meest al die credieten tot vroegere dienstjaren behooren. Tot het dienstjaar 1922 behooren :

Gewone uitgaven fr. 9,646,604 88

Exploitatiekosten :

Spoorwegen, Zeewezen, enz. fr. 20,708,933 50

In de eerste van deze sommen is een post begrepen van 3,234,500 frank, aan

het hoofd van de Openbare Schuld, navorderbaar ten laste van de Regie der Spoorwegen. Wat er meer is vertegenwoordigt een deel van de onvoorziene uitgaven die men als onvermijdelijk moet beschouwen in de begrootingsramingen. Wij kunnen dus wijzen op een vooruitgang wat betreft de inachtneming van de grenzen door de Begrootingen gesteld. Zooals de Memorie van Toelichting van het ontwerp het verklaart, moet het wel verstaan blijven dat, wanneer uitgaven werden aangegaan in strijd met de wetten en reglementen, de aansprakelijke agenten deze zullen moeten verantwoorden voor het Rekenhof, en men zal de strafbepalingen toepassen voorgeschreven door de wet van 20 Juli 1921 op de comptabiliteit van de betaalbaar gestelde credieten.

De aanvullingscredieten gevraagd voor de exploitatie van de spoorwegen, de marine, enz., in 1922, zijn hoofdzakelijk bestemd voor de premïën, loonen, onderstand aan werklieden en financieele lasten.

De Memorie van Toelichting laat ons hopen dat, wat betreft de Begrooting der gewone uitgaven, de gevraagde aanvullingscredieten zullen vergoed worden tot een bedrag van 94,353,000 frank door sommen beschikbaar gebleven op de credieten van 1922.

*
* *

De aanvullingscredieten voor het dienstjaar 1922 zijn van anderen aard. In de algemeene Memorie van Toelichting over de Begrooting deed de Minister van Financiën zijn inzicht kennen het parlementaire toezicht en de strenge toepassing der wettelijke voorschriften te verzekeren door aan de Kamers te vragen zich uit te spreken over elke credietverhooging die zou nodig blijken in den loop van 't zelfde jaar. Het geldt hier dit besluit in de praktijk om te zetten.

De gevraagde verhoogingen bedragen, voor de gewone uitgaven: 26,613,575.17 frank. Op de belangrijkste daarvan willen wij even wijzen.

Voor elk Ministerie zijn de representatiekosten verhoogd met 6,000 frank (voor 8 maanden), ten gevolge van de beslissing, getroffen in den Ministerraad, de begrooting te ontlasten van de kosten der automobielen van de Ministers, de representatiekosten voor de Ministers daarentegen met 9,000 frank 's jaars te vermeerderen.

Vergoedingen aan de ambtenaren van den buitenlandschen dienst op grond van oorlogsfeiten (verlies door wisselkoers, enz.): 3,000,000 frank. Gevolg van de stijging der valuta.

Toelagen aan de gemeenten en aan de wateringten voor het onderhoud en verbetering der gemeentewegen: 2,000,000 frank. Men wil de subsidiën, in den loop van de vorige dienstjaren beloofd, zoo spoedig mogelijk uitbetalen.

Kleeding van de troepen: 21,000,000 frank. Noodzakelijkheid de reserves van de militaire voorraden, die werden verminderd, aan te vullen.

Voor de buitengewone uitgaven bedragen de gevraagde credieten: 20 miljoen 320,236 frank, gedeeltelijk voor 't bouwen van scholen, gedeeltelijk voor het instructiematerieel der troepen.

Voor de verhaalbare uitgaven: fr. 23,903,276.91. Het onderzoek van de twee hoofdposten dezer credieten toont aan dat er in werkelijkheid geen meerdere last voor de Begrooting zal uit voortvloeien.

Voor de kosten van exploitatie van de Spoorwegen, Marine, Posterijen, Telegrafen en Telephonen : 98,108,800 frank. Dit laatste cijfer verwekt onrust; het bevat de volgende aanvullingscredieten :

2,000,000 frank voor dwarsliggers, spoorstaven en ander tot de baan behorend vast materieel;

3,000,000 frank voor werkgerief, gereedschappen en allerlei voorwerpen;

72,000,000 frank voor brandstoffen en andere verbruiksvoorwerpen;

17,000,000 frank voor onderhoud, herstellingen en vernieuwing van het materieel;

4,000,000 frank voor exploitatiekosten.

Al deze verhoogingen zijn het gevolg van de algemeene prijsstijging; zij storen volkomen de begrootingsramingen wat betreft de financieele uitkomst der exploitatie.

Uwe Commissie voor de Financiën, Mijne Heeren, heeft geene bezwaren geopperd tegen de bijcredieten waarvan sprake in het u onderworpen wetsontwerp. Deze credieten, in zooverre zij betrekking hebben op de dienstjaren 1919, 1920 en 1921, herinneren aan de onzekere tijden waaruit wij ternauwernood zijn getreden; voor de dienstjaren 1922 en 1923, teekenen zij, door de betrekkelijke geringheid der bedragen, de verbetering welke in onze financieele praktijken werd aangebracht, doch nemen niet weg dat onze economische toestand nog verre van zeker is.

De Verslaggever,
MAURICE HOUTART.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
